

Royaume du Maroc
Ministère de L'intérieur
Préfecture de Salé
Commune de Salé
Direction Générale des Services
DTAU



APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SUR OFFRES DE PRIX N°59/CS/2025

ASSISTANCE DE LA COMMUNE DE SALE POUR L'ORGANISATION D'UN CONCOURS POUR LE RECRUTEMENT DES FONCTIONNAIRES POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE SALE

REGLEMENT DE CONSULTATION

IMPUTATION BUDGETAIRE

Chapitre	Article	Paragraphe	Ligne	Rubrique
10	3030	80	84	HONORAIRES

Marché Passé par voie d'appel d'offres ouvert **NATIONAL**, sur offre des prix passé en application des dispositions de l'alinéa a du § 3-1 de l'article 19, **§ 1 de l'article 20** et l'alinéa b du **§ 3 de l'article 20** du décret 2-22-431 du 15 Châabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION	2
ARTICLE 2	: MAÎTRE D'OUVRAGE	2
ARTICLE 3	: RENSEIGNEMENTS GENERAUX ET CONNAISSANCE DES LIEUX DES PRESTATIONS	2
ARTICLE 4	: COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	2
ARTICLE 5	: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	2
ARTICLE 6	: LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS ET PIECES COMPLEMENTAIRES.....	
ARTICLE 7	: PRESENTATION D'UNE OFFRE TECHNIQUE.....	6
ARTICLE 8	: MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	6
ARTICLE 9	: RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES	7
ARTICLE 10	: PRESENTATION ET CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :	7
ARTICLE 11	: INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDES DES ECLAIRCISSEMENTS	8
ARTICLE 12	: DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS.....	8
ARTICLE 13	: RETRAIT DES PLIS	9
ARTICLE 14	: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	9
ARTICLE 15	: CRITERES D'ADMISSIBILITE ET CRITERES DE CHOIX DES OFFRES	9
ARTICLE 16	: COMMUNICATION DU RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES.....	11
ARTICLE 17	: ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 18	: MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES.....	11
ARTICLE 19	: LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

ARTICLE 1: OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert national sur offres de prix

N°59/CS/2025 ayant pour objet le recrutement d'un consultant pour assister la Commune de Salé dans le processus de recrutement de fonctionnaires de différentes catégories, conformément aux dispositions légales et réglementaires régissant la fonction publique territoriale marocaine.

Les prescriptions du présent règlement de consultation ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n°2-22-431précité. Toute disposition contraire au décret n°2-22-431 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 21 et des autres articles du décret n°2-22-431 précité.

ARTICLE 2: MAÎTRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé à la suite du présent appel d'offres est la Commune de Salé.

ARTICLE 3: RENSEIGNEMENTS GENERAUX ET CONNAISSANCE DES LIEUX DES PRESTATIONS

Le marché comprend l'ensemble des prestations relevant du marché **N°59/CS/2025**précisées dans le cahier des prescriptions spéciales (CPS) et dans les autres pièces constituant le dossier d'appel d'offres.

Le titulaire du présent marché aura à sa charge toutes les prestations indiquées dans le CPS nécessaires à la réalisation du marché susvisé ; il ne pourra sous-traiter certaines prestations que dans les conditions prévues à l'article 27 du décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023 relatif aux marchés publics et aux prescriptions du CPS.

Le prestataire ne pourra en aucun cas se prévaloir des indications de nature technique contenues dans le présent dossier pour faire valoir en cours ou en fin des prestations des droits de réclamation.

Les candidats devront obligatoirement soumissionner sur les bases techniques du projet établi par l'Administration. Toute offre non conforme au CPS ou contenant une réserve sera écartée.

ARTICLE 4: COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-22-431 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Une copie de l'avis d'appel d'offres tels que prévus à l'article 23 du décret n 2-22-431 ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix-détail estimatif ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation ;

ARTICLE 5: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-22-431 précité :

1- Peuvent valablement participer et être attributaire du présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ; et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un autre régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

2- Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du présent décret ;
- Les personnes prévues à l'article 65 de la loi organique susvisée n° 113-14 pour les marchés passés par les communes ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même lot lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
- Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
- Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

ARTICLE 6: LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 28 du décret 2-22-431 précité, Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique.

A-Un dossier administratif comprenant :

1- Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas
 - ✓ Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - ✓ Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
 - ✓ L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
 - S'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives
- b) La déclaration sur l'honneur (selon le modèle 9-1 prévu par l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1689-23 du 14 hijja1444 (3 juillet 2023) pris pour l'application de l'article 153 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.;
- c) La constitution du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doit être effectuée d'une manière dématérialisée conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics., le cas échéant ;
En cas de groupement, le cautionnement provisoire et le cautionnement définitif peuvent être souscrits sous l'une des formes suivantes :
 - a) Au nom collectif du groupement ;
 - b) Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement.

- c) En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux b) et c) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance.

- d) La convention constitutive du groupement prévue à l'article 150 du décret n°2-22-431 ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.

2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 43 du décret 2-22-431 précité :

- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- c) Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (**modèle 9**) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

• **Pour les coopératives ou union des coopératives :**

- 1- Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif prévues aux a) b) et c) de l'alinéa 1 du A du I) du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives.

- 2- Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché :

- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu par l'article 27 du décret N°2-22-431 précité.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopératives est imposée.

- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 27 du décret N°2-22-431 précité.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

• **Pour l'auto entrepreneur :**

- 1- Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif prévues aux b) et c) de l'alinéa 1 du A du I) du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.
- 2- Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché, Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu par l'article 27 du décret N°2-22-431 précité.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'auto-entrepreneur est imposée.

La date de production, au maître d'ouvrage, de cette pièce sert de base pour l'appréciation de sa validité.

- **Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :**

1 – au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif prévues aux b) et c) de l'alinéa 1 du A du I) du présent article, une copie du texte l'habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché.

2 – S'il est envisagé de lui attribuer le marché :

a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu par l'article 27 du décret N°2-22-431 précité Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé. L'attestation précitée n'est exigée que des établissements publics soumis à l'impôt.

b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

B- Le dossier technique :

le dossier technique comprend :

- a) une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant, le cas échéant, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participées, avec précision de la qualité de sa participation ;
- b) les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage, publics ou privés, ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté ces prestations ou par les titulaires de marchés au titre des prestations sous-traitées.

Chaque attestation précise, notamment, la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation, le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

Il est demandé à chaque consultant de présenter deux références similaires attestant de son expérience dans la réalisation de missions comparables.

Les références fournies doivent porter sur des missions réalisées en lien direct avec les prestations objet de la présente consultation.

Les candidatures ne justifiant pas d'un nombre suffisant de références similaires seront écartées pour incapacité technique.

La commune se réserve le droit de vérifier l'authenticité des références fournies.

C- une offre technique comprenant :

L'offre technique doit comporter les pièces suivantes :

- Une note méthodologique d'exécution des prestations de cet appel d'offres ;
- Équipe proposée pour la réalisation des missions objet du présent appel d'offres ;
- Planning prévisionnel détaillé de la réalisation de la mission ;

D - L'Offre financière :

a- l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité.

b- le bordereau des prix et le détail estimatif.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres. Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 7: PRESENTATION D'UNE OFFRE TECHNIQUE

Les pièces devant constituer l'offre technique sont les suivantes :

1. **Une note méthodologique** : la note méthodologique doit présenter la manière de mise en œuvre de la prestation concernant l'assistance de la Commune de Salé dans le processus de recrutement de fonctionnaires de différentes catégories, conformément aux dispositions légales et réglementaires régissant la fonction publique territoriale marocaine. Le maître d'ouvrage attend du prestataire l'indication de sa parfaite compréhension des contraintes liées à la mise en œuvre des exigences de cet appel d'offres et de la définition de son approche pour l'atteinte des objectifs escomptés en couvrant les étapes suivantes :
 - Planification du processus de recrutement ;
 - Réception et vérification des dossiers de candidats et production de la liste des candidats retenus ;
 - Conception et organisation des épreuves écrites ;
 - Correction des feuilles d'examen des candidats et établissement de la liste des candidats retenus à l'issue de l'épreuve écrite ;
 - Organisation et conduite des entretiens oraux ;
 - Consolidation des résultats et formulation des recommandations ;
2. **Equipe proposée** : la liste des experts proposés pour la réalisation des missions objet du présent appel d'offres avec les curriculums vitae dûment signés par les intéressés et le prestataire indiquant : la qualification générale, l'expérience spécifique et le profil par rapport à la nature des prestations du présent appel d'offres, les compétences se rapportant à ces prestations munies des copies certifiées conformes à l'original des diplômes (pour justifier le profil) et des attestations de travail et/ou de participation aux projets (pour justifier l'expérience).
3. **Un planning prévisionnel détaillé** : le planning prévisionnel de la réalisation de la mission avec identification des ressources à affecter à chaque activité. Le prestataire devra proposer, dans son offre, un **planning détaillé** de la mission, incluant les ressources à affecter à chaque activité, les livrables intermédiaires et les délais qu'il propose pour chaque phase, en cohérence avec les exigences du cahier de prescription spécial de cet appel d'offres.

ARTICLE 8: MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 § 7 du décret n° 2-22-431 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis. Passé ce délai, le maître d'ouvrage doit par avis rectificatif, reporter la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque ces modifications introduites nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci sera publié conformément aux dispositions du premier alinéa du paragraphe I-2 de l'article 23 du décret n° 2-22-431 précité.

Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après l'expiration d'un délai minimum de dix jours.

Ce délai court à partir du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu au troisième alinéa du deuxième paragraphe du I) de l'article 23 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics doit être respecté. Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

ARTICLE 9: RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres doit être téléchargé à partir du portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

ARTICLE 10 : PRESENTATION ET CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :

1- Contenu des dossiers

Conformément aux dispositions de l'article 30 du Décret n° 2-22-431 précité relatif aux marchés publics., les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter outre le CPS et le RC paraphés et signés :

- Un dossier administratif précité (Cf. article 6 ci-dessus) ;
- Un dossier technique précité (Cf. article 6 ci-dessus) ;
- Une offre technique comme précitée.
- Une offre financière précitée (Cf. article 6 ci-dessus) comprenant :
 - a- L'acte d'engagement établi comme il est dit à l'article 30 du Décret n° 2-22-431 précité relatif aux marchés publics. Selon le modèle joint au présent règlement de consultation. Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du présent décret, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché. L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement
 - b- Le bordereau des prix – détail estimatif établi comme il est stipulé à l'alinéa b de l'article 30 du décret ; Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres. Les prix unitaires du bordereau des prix détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

2- Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics :

- Les concurrents doivent présenter leurs dossiers par voie électronique, toutes les pièces contenues dans chacune des enveloppes prévues ci-après ; Chacune des pièces constituant la réponse du concurrent à la consultation, est insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique conformément aux conditions du portail des marchés publics.
- Les pièces contenues dans chacune des enveloppes doivent être signées électroniquement et séparément par le concurrent ou son représentant, à l'exception des pièces dématérialisées.
- Les plis des concurrents sont chiffrés par le portail des marchés publics avant leur dépôt par voie électronique selon les conditions d'utilisation du portail.

- Les plis sont déposés, par le concurrent ou la personne dûment habilitée, à le représenter dans la procédure de passation du marché, moyennant le certificat de signature électronique selon les modalités visées à l'article 6 de l'arrêté sus-indiqué.
- Le dépôt des plis l'objet d'un horodatage automatique au niveau du portail des marchés publics, mentionnant la date et l'heure du dépôt électronique et celles de l'envoi de l'accusé de réception électronique au concurrent concerné.
- La signature électronique s'effectue au moyen d'un certificat de signature électronique délivré par l'autorité agréée conformément à la législation et la réglementation en vigueur
- Conformément aux dispositions de l'article 32 du Décret n° 2-22-431 précité, et conformément aux dispositions du chapitre IV de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1692-23 du 04 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics, le dossier présenté par chaque concurrent contient trois enveloppes électroniques distincts :
 - a) **La première enveloppe** contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.
 - b) **La deuxième enveloppe** contient les pièces de l'offre technique, elle doit être chiffrée par le portail des marchés publics et intitulée "offre technique".
 - c) **La troisième enveloppe** contient l'offre financière du concurrent, elle doit être chiffrée par le portail des marchés publics et intitulée "offre financière".

NB: les pièces sus mentionnées sont insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique du concernant.

3- Monnaie et langue de l'offre :

- Les prix des offres doivent être exprimés en Dirhams ;
- Toutes les pièces constitutives des dossiers doivent être en langue arabe ou française.

ARTICLE 11: INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDES DES ECLAIRCISSEMENTS

Conformément à l'article 25 du décret précité, les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, via le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma), et ce, conformément aux dispositions de l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures .

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent sera communiqué au demandeur et aux autres concurrents dans les sept jours suivant la date de réception de la demande, toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis la réponse sera communiqué 3 jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 12: DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'Article 135 du Décret n° 2-22-431 précité, et à l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ; les plis des concurrents doivent être déposés électroniquement via le portail des marchés publics: www.marchespublics.gov.ma

Chacune des pièces constituant la réponse du concurrent à la consultation, est insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique la concernant. Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document est signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces d'ordre administratif et technique dématérialisées. Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ces pièces sont signées, soit par l'ensemble des membres du groupement,

soit uniquement par le mandataire conformément aux dispositions du paragraphe C) de l’article 150 du décret précité n° 2-22-431.

La signature électronique des pièces et documents s’effectue, à travers le portail des marchés publics, au moyen d’un certificat de signature électronique conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur et aux conditions d’utilisation du portail des marchés publics.

NB : La commission d’appel d’offres écarte toute soumission électronique dont les pièces ne sont pas signées via un certificat de signature électronique.

ARTICLE 13: RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l’Article 135 du Décret n° 2-22-431 précité, et à l’Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l’économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, les concurrents peuvent retirer électroniquement, leurs plis antérieurement au jour et à l’heure fixée pour la séance d’ouverture des plis.

Les concurrents ayant procédé au retrait de leurs plis peuvent, présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues par l’arrêté précité et avant la date limite de remise des plis.

ARTICLE 14: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l’article 36 du Décret n° 2-22-431 précité, les concurrents resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours, à compter de la date d’ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d’appel d’offres considère qu’elle n’est pas en mesure d’effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu à l’alinéa précédent, le maître d’ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l’expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d’une durée supplémentaire qu’il fixe,

A cet effet, le maître d’ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

ARTICLE 15: CRITERES D’ADMISSIBILITE ET CRITERES DE CHOIX DES OFFRES.

a. Critères d’admissibilité

Critères	Sous critères	Note
1. Note Méthodologique (note sur 30)	Clarté, pertinence et compréhension de la mission (vision globale) Détail et qualité de l’approche proposée pour chaque étape du processus de recrutement (voir étapes mentionnées dans le cahier des charges) Prise en compte des contraintes réglementaires marocaines (fonction publique territoriale)	Excellente note méthodologique : 30 points Bonne note méthodologique : 20 points Note méthodologique moyenne : 10 points Note méthodologique médiocre : 0 points
2. Équipe proposée : (note sur 60)		
Chef de projet – Expert en gestion des projets de recrutement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Formation : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Bac+5 ou plus en gestion des ressources humaines, management public, droit public ou équivalent. ➤ Expérience générale : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Minimum 05 ans dans le pilotage de projets RH pour le secteur public. ➤ Expérience spécifique : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Au moins 02 missions similaires 	Profil répond aux critères et sous critères : 10 points Profil ne répond pas aux critères et sous critères : 0 points

	d'accompagnement au recrutement dans le secteur public.	
Expert en recrutement de profils médicaux	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Formation : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Docteur en médecine ou spécialiste en ressources humaines avec expertise dans les métiers de la santé publique. ➤ Expérience spécifique (minimum 03 ans) : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Participation à au moins 01 mission similaires d'accompagnement au recrutement de profils médicaux 	Profil répond aux critères et sous critères : 10 points Profil ne répond pas aux critères et sous critères : 0 points
Expert en recrutement d'ingénieurs et profils informatiques	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Formation : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ingénieur d'État ou Master en informatique ou systèmes d'information. ➤ Expérience spécifique (minimum 03ans) : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Participation à au moins 01 mission de sélection de profils informatiques dans le secteur public ou privé. 	Profil répond aux critères et sous critères : 10 points Profil ne répond pas aux critères et sous critères : 0 points
Expert en recrutement d'ingénieurs et profils en génie civil	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Formation : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ingénieur d'État en génie civil ou équivalent. ➤ Expérience spécifique (minimum 03ans): <ul style="list-style-type: none"> ▪ Participation à au moins 01 mission de sélection de profils Génie Civil dans le secteur public ou privé. 	Profil répond aux critères et sous critères : 10 points Profil ne répond pas aux critères et sous critères : 0 points
Expert en recrutement d'architectes et d'ingénieurs paysagistes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Formation : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Diplôme supérieur en architecture du paysage, urbanisme ou génie de l'environnement. ➤ Expérience spécifique (minimum 03 ans): <ul style="list-style-type: none"> ▪ Participation à au moins une mission de sélection de profils architectes. 	Profil répond aux critères et sous critères : 10 points Profil ne répond pas aux critères et sous critères : 0 points
Expert en évaluation psychométrique et comportementale.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Formation : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Psychologue du travail ou spécialiste en psychométrie. ➤ Expérience spécifique (minimum 03 ans) : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Participation à au moins 01 mission de conception et passation de tests de personnalité, aptitudes cognitives et comportementales. 	Profil répond aux critères et sous critères : 10 points Profil ne répond pas aux critères et sous critères : 0 points
3. Un planning prévisionnel détaillé (note sur 10)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pertinence du découpage des phases et livrables intermédiaires ➤ Réalisme des délais et ressources affectées ➤ Cohérence avec les exigences du cahier de prescription spécial de cet appel d'offres 	Excellent planning : 10 points Bonne planning : 8 points Planning moyen : 5 points Planning médiocre : 0 points

Seules les offres ayant obtenu une note « N_t » supérieure ou égale à 60 /100 seront admises pour la phase suivante.

b. CRITERES DE CHOIX DES OFFRES

L'examen des offres financières concerne les seuls candidats admis (ayant obtenu une note «N_t» supérieure ou égale à 60 /100). Le marché sera attribué au concurrent dont l'offre économiquement la plus avantageuse.

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle évaluée la mieux-disante par rapport au prix de référence calculé par la commission d'appel d'offres, en application des dispositions des articles 43 et 44 du décret précité. Le prix de référence des offres est égal à la moyenne arithmétique résultant de l'estimation du coût des prestations établies par le maître d'ouvrage et de la moyenne des offres financières des concurrents retenus.

Ce prix de référence est calculé selon la formule suivante :

$$P = \frac{(E + \frac{\text{Somme des offres financières}}{\text{Nombre des offres financières}})}{2}$$

Où :

P: Prix de référence ;

E: Estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage

La commission procède ensuite au classement des offres des concurrents conformément aux dispositions de l'article 43 du décret n° 2-22-431 précité au regard du prix de référence ainsi déterminé.

L'offre la mieux-disante, à proposer au maître d'ouvrage, est celle qui est la plus proche du prix de référence par défaut.

En cas d'absence d'offres inférieures au prix de référence, l'offre la mieux-disante est celle qui est la plus proche par excès de ce prix.

ARTICLE 16: COMMUNICATION DU RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre doit lui être adressée dans un délai qui ne peut dépasser trois (03) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine.

Toutefois, les éléments ayant été à l'origine de l'élimination des concurrents sont conservés par le maître d'ouvrage, à l'exception de l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou de l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu et des échantillons ou prototypes, le cas échéant, qui sont restitués aux concurrents éliminés dans le délai de trois (03) jours.

Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée.

ARTICLE 17: ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES

Le Maître d'ouvrage peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres dans les cas prévus par l'article 48 du décret du Décret n°2-22-431 précité.

ARTICLE 18: MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les prix des offres de cet appel d'offres national sont exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghreb.

ARTICLE 19: LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue arabe ou française.

CHEF DE SERVICE DES
RESSOURCES HUMAINES

Mohamed OUTAYEB
Chef de Service des Ressources
Humaines par Intérim



LE PRESIDENT DE LA
COMMUNE DE SALE

Omar SENTISSI
Président de
la Commune de Salé

Salé le

Lu et Accepté